

Note

(1) *Session ordinaire 1996-1997.*

Chambre des représentants.

Document parlementaire. — Proposition de loi, n° 1175/1.

Session ordinaire 1997-1998.

Chambre des représentants.

Documents parlementaires. — Amendements, n°s 1175/2 à 6. — Rapport, n° 1175/7. — Texte adopté par la Commission, n° 1175/8. — Amendements, n°s 1175/9 et 10. — Rapport complémentaire, n° 1175/11. — Texte adopté par la Commission, n° 1175/12. — Amendement, n° 1175/13.

Session ordinaire 1998-1999.

Chambre des représentants.

Documents parlementaires. — Amendements, n°s 1175/14 et 15. — Articles adoptés en séance plénière, n° 1175/16. — Texte adopté en séance plénière et transmis au Sénat, n° 1175/17.

Annales de la Chambre des représentants. — Discussion et adoption, séances des 15 juillet, 21, 22 et 29 octobre 1998.

Sénat.

Documents parlementaires. — Projet transmis par la Chambre des représentants, n° 1-1134/1. — Amendements, n°s 1-1134/2 et 3. — Rapport, n° 1-1134/4. — Texte adopté par la Commission, n° 1-1134/5. — Décision de ne pas amender, n° 1-1134/6.

Annales du Sénat. — Discussion et adoption, séance du 11 mars 1999.

Nota

(1) *Gewone zitting 1996-1997.*

Kamer van volksvertegenwoordigers.

Parlementair bescheid. — Wetsvoorstel, nr. 1175/1.

Gewone zitting 1997-1998.

Kamer van volksvertegenwoordigers.

Parlementaire bescheiden. — Amendementen, nrs. 1175/2 tot 6. — Verslag, nr. 1175/7. — Tekst aangenomen door de Commissie, nr. 1175/8. — Amendementen, nrs. 1175/9 en 10. — Aanvullend verslag, nr. 1175/11. — Tekst aangenomen door de Commissie, nr. 1175/12. — Amendement, nr. 1175/13.

Gewone zitting 1998-1999.

Kamer van volksvertegenwoordigers.

Parlementaire bescheiden. — Amendementen, nrs. 1175/14 en 15. — Artikelen aangenomen in plenaire vergadering, nr. 1175/16. — Tekst aangenomen in plenaire vergadering en overgezonden aan de Senaat, nr. 1175/17.

Handelingen van de Kamer van volksvertegenwoordigers. — Bespreking en aanneming, vergaderingen van 15 juli, 21, 22 en 29 oktober 1998.

Senaat.

Parlementaire bescheiden. — Ontwerp overgezonden door de Kamer van volksvertegenwoordigers, nr. 1-1134/1. — Amendementen, nrs. 1-1134/2 en 3. — Verslag, nr. 1-1134/4. — Tekst aangenomen door de Commissie, nr. 1-1134/5. — Beslissing om niet te amenderen, nr. 1-1134/6.

Handelingen van de Senaat. — Bespreking en aanneming, vergadering van 11 maart 1999.

F. 99 — 1151

[99/00281]

12 AVRIL 1999. — Arrêté royal déterminant la procédure devant le gouverneur ou devant le collège des bourgmestre et échevins en matière de réclamation contre une imposition provinciale ou communale

ALBERT II, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Vu la loi du 15 mars 1999 relative au contentieux en matière fiscale, notamment l'article 91;

Vu les lois coordonnées sur le Conseil d'Etat, notamment l'article 3, § 1er;

Vu l'extrême urgence :

Considérant que la loi précitée du 15 mars 1999 a été publiée au *Moniteur belge* du 27 mars 1999 et qu'elle ne fixe pas expressément la date d'entrée en vigueur de l'article 91;

Qu'il en résulte que cet article entre en vigueur le dixième jour suivant celui de sa publication, soit le 6 avril 1999;

Qu'à défaut de règlement de procédure, le redévable d'une taxe provinciale ou communale n'est pas en mesure d'exercer de manière effective le droit qui lui est accordé par le législateur;

Qu'il y a donc lieu de fixer sans délai la procédure visée à l'article 9, alinéa 2, de la loi du 24 décembre 1996 relative à l'établissement et au recouvrement des taxes provinciales et communales, rétabli par la loi du 15 mars 1999 susvisée;

Sur la proposition de Notre Ministre de l'Intérieur,

Nous avons arrêté et arrêtons :

Article 1^{er}. Au sens du présent arrêté, on entend par :

1° « autorités compétentes », soit le gouverneur en cas de réclamation contre une imposition provinciale, soit le collège des bourgmestre et échevins en cas de réclamation contre une imposition communale.

2° « représentant » la personne physique spécialement mandatée par le réclamant, un avocat, un ayant droit du réclamant ainsi que l'organe ou le préposé habilité à représenter une personne morale.

Art. 2. La réclamation visée à l'article 9, alinéa 1er, de la loi du 24 décembre 1996 relative à l'établissement et au recouvrement des taxes provinciales et communales doit, à peine de nullité, être introduite par écrit auprès de l'autorité compétente.

N. 99 — 1151

[99/00281]

12 APRIL 1999. — Koninklijk besluit tot bepaling van de procedure voor de gouverneur of voor het college van burgemeester en schepenen inzake bezwaarschrift tegen een provincie- of gemeentebelasting

ALBERT II, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de wet van 15 maart 1999 betreffende de beslechting van fiscale geschillen, inzonderheid op artikel 91;

Gelet op de gecoördineerde wetten op de Raad van State, inzonderheid op artikel 3, § 1;

Gelet op de uiterst dringende noodzakelijkheid;

Overwegende dat de voormelde wet van 15 maart 1999 bekendgemaakt is in het *Belgisch Staatsblad* van 27 maart 1999 en dat zij niet uitdrukkelijk de datum van inwerkingtreding van artikel 91 bepaalt;

Dat daaruit voortvloeit dat dit artikel in werking treedt op de tiende dag na de dag van de bekendmaking ervan, dat wil zeggen op 6 april 1999;

Dat bij gebrek aan procedurereregeling, de belastingplichtige van een provincie- of gemeentebelasting niet in staat is om het recht dat hem door de wetgever toegekend is, werkelijk uit te oefenen;

Dat dus onverwijd de procedure bedoeld in artikel 9, tweede lid, van de wet van 24 december 1996 betreffende de vestiging en de invordering van de provincie- en gemeentebelastingen, hersteld door de voormelde wet van 15 maart 1999, bepaald moet worden;

Op de voordracht van Onze Minister van Binnenlandse Zaken,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

Artikel 1. In de zin van dit besluit wordt verstaan onder :

1° « bevoegde overheden », hetzij de gouverneur in geval van een bezwaarschrift tegen een provinciebelasting, hetzij het college van burgemeester en schepenen in geval van een bezwaarschrift tegen een gemeentebelasting.

2° « vertegenwoordiger », de natuurlijke persoon die speciaal gemachtigd is door de eiser, een advocaat, een rechthebbende van de eiser evenals het orgaan of de aangestelde die gemachtigd is om een rechtspersoon te vertegenwoordigen.

Art. 2. Het bezwaarschrift beoeld in artikel 9, eerste lid, van de wet van 24 december 1996 betreffende de vestiging en de invordering van de provincie- en gemeentebelastingen, moet, op straffe van nietigheid, schriftelijk bij de bevoegde overheid ingediend worden.

Elle est datée et signée par le réclamant ou son représentant et mentionne :

1° les nom, qualité, adresse ou siège du redevable à charge duquel l'imposition est établie;

2° l'objet de la réclamation et un exposé des faits et moyens.

L'autorité compétente ou l'organe qu'elle désigne spécialement à cet effet accuse réception par écrit dans les huit jours de l'envoi de la réclamation.

La réclamation peut également être remise à l'autorité compétente ou à l'organe qu'elle désigne spécialement à cet effet contre accusé de réception.

Art. 3. L'autorité compétente ou l'organe qu'elle désigne spécialement à cet effet peut demander toute information ou tout document utiles au réclamant ou à son représentant et procéder sur les lieux à toute constatation.

Art. 4. L'autorité compétente ou l'organe qu'elle désigne spécialement à cet effet notifie au réclamant et à son représentant par pli recommandé à la poste la date de l'audience au cours de laquelle la réclamation sera examinée ainsi que les jours et heures où le dossier pourra être consulté.

Cette notification doit avoir lieu au moins quinze jours ouvrables avant la date de l'audience.

L'autorité compétente peut convoquer à l'audience tout fonctionnaire ou préposé de l'administration provinciale ou communale ayant accompli une mission en rapport avec l'imposition contestée.

Le réclamant ou son représentant qui désire être entendu ou produire un ou plusieurs témoins en informe l'autorité compétente au moins cinq jours ouvrables avant l'audience.

Les personnes visées aux alinéas 3 et 4 signent le procès-verbal de leur audition.

Art. 5. L'autorité compétente notifie sa décision par pli recommandé au réclamant ainsi que, le cas échéant, à son représentant.

Art. 6. Le présent arrêté produit ses effets le 6 avril 1999.

Art. 7. Notre Ministre de l'Intérieur est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 12 avril 1999.

ALBERT

Par le Roi :

Le Ministre de l'Intérieur,
L. VAN DEN BOSSCHE

MINISTÈRE DE L'EMPLOI ET DU TRAVAIL

F. 99 — 1152

[C — 99/12227]

27 MARS 1999. — Arrêté ministériel modifiant l'article 54 de l'arrêté ministériel du 26 novembre 1991 portant les modalités d'application de la réglementation du chômage (1)

La Ministre de l'Emploi et du Travail,

Vu l'arrêté-loi du 28 décembre 1944 concernant la sécurité sociale des travailleurs, notamment l'article 7, modifié par les lois des 14 juillet 1951, 14 février 1961, 16 avril 1963, 11 janvier 1967, 10 octobre 1967, les arrêtés royaux n° 13 du 11 octobre 1978 et n° 28 du 24 mars 1982, et les lois des 22 janvier 1985, 30 décembre 1988, 26 juin 1992, 30 mars 1994, l'arrêté royal du 14 novembre 1996 et les lois des 13 mars 1997 et 13 février 1998;

Vu l'arrêté royal du 25 novembre 1991 portant réglementation du chômage, notamment l'article 79, § 4, alinéa 5, remplacé par l'arrêté royal du 25 juin 1997;

Vu l'arrêté ministériel du 26 novembre 1991 portant les modalités d'application de la réglementation du chômage, notamment l'article 54, § 3, alinéa 1^{er}, remplacé par l'arrêté ministériel du 13 décembre 1996;

Vu la loi du 25 avril 1963 sur la gestion d'organismes d'intérêt public de sécurité sociale et de prévoyance sociale, notamment l'article 15;

Het wordt gedagtekend en ondertekend door de eiser of zijn vertegenwoordiger en vermeldt :

1° de naam, de hoedanigheid, het adres of de zetel van de belastingplichtige ten laste van wie de belasting gevestigd wordt;

2° het voorwerp van het bezwaarschrift en een opgave van de feiten en middelen.

De bevoegde overheid of het orgaan dat zij speciaal daarvoor aanwijst, bericht schriftelijk ontvangst binnen acht dagen na de verzending of de indiening van het bezwaarschrift.

Het bezwaarschrift mag eveneens overhandigd worden aan de bevoegde overheid of aan het orgaan dat zij speciaal daarvoor aanwijst, tegen ontvangstbewijs.

Art. 3. De bevoegde overheid of het orgaan dat zij speciaal daarvoor aanwijst, kan aan de eiser of aan zijn vertegenwoordiger elke nuttige informatie of elk nuttig document vragen, en kan ter plekke overgaan tot eender welke vaststelling.

Art. 4. De bevoegde overheid of het orgaan dat zij speciaal daarvoor aanwijst, betekent aan de eiser en aan zijn vertegenwoordiger bij ter post aangetekende brief de datum van de hoorzitting tijdens welke het bezwaarschrift onderzocht zal worden, evenals de dagen en uren waarop het dossier geraadpleegd zal kunnen worden.

Deze betekening moet ten minste vijftien werkdagen vóór de dag van de hoorzitting plaatshebben.

De bevoegde overheid kan iedere ambtenaar of beambte van het provincie- of gemeentebestuur die een opdracht in verband met de betwiste belasting vervuld heeft op de zitting oproepen.

De eiser of zijn vertegenwoordiger die wenst gehoord te worden of één of meerdere getuigen wenst voor te brengen, brengt de bevoegde overheid hiervan op de hoogte ten minstens vijf werkdagen vóór de hoorzitting.

De personen bedoeld in het derde en vierde lid ondertekenen het proces-verbaal van hun verhoor.

Art. 5. De bevoegde overheid betekent haar beslissing per aangetekende brief aan de eiser en, in voorkomend geval, aan zijn vertegenwoordiger.

Art. 6. Dit besluit heeft uitwerking met ingang van 6 april 1999.

Art. 7. Onze Minister van Binnenlandse Zaken is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 12 april 1999.

ALBERT

Van Koningswege :

De Minister van Binnenlandse Zaken,
L. VAN DEN BOSSCHE

MINISTERIE VAN TEWERKSTELLING EN ARBEID

N. 99 — 1152

[C — 99/12227]

27 MAART 1999. — Ministerieel besluit tot wijziging van artikel 54 van het ministerieel besluit van 26 november 1991 houdende de toepassingsregelen van de werkloosheidsreglementering (1)

De Minister van Tewerkstelling en Arbeid,

Gelet op de besluitwet van 28 december 1944 betreffende de maatschappelijke zekerheid der arbeiders, inzonderheid op artikel 7, gewijzigd bij de wetten van 14 juli 1951, 14 februari 1961, 16 april 1963, 11 januari 1967, 10 oktober 1967, de koninklijke besluiten nr. 13 van 11 oktober 1978 en nr. 28 van 24 maart 1982, en de wetten van 22 januari 1985, 30 december 1988, 26 juni 1992, 30 maart 1994, het koninklijk besluit van 14 november 1996 en de wetten van 13 maart 1997 en 13 februari 1998;

Gelet op het koninklijk besluit van 25 november 1991 houdende de werkloosheidsreglementering, inzonderheid op artikel 79, § 4, vijfde lid, vervangen bij het koninklijk besluit van 25 juni 1997;

Gelet op het ministerieel besluit van 26 november 1991 houdende de toepassingsregelen van de werkloosheidsreglementering inzonderheid op artikel 54, § 3, eerste lid, vervangen bij het ministerieel besluit van 13 december 1996;

Gelet op de wetten van 25 april 1963 betreffende het beheer van de instellingen van openbaar nut van sociale zekerheid en sociale voorzorg, inzonderheid op artikel 15;